

Sud

Solidaires, unitaires, démocratiques

SYNDICAT SUD
RENAULT LARDY
1 ALLEE CORNUEL 91 510 LARDY
CTL L71 005

sudrenaultlardy@free.fr



Union Syndicale
Sud du Groupe Renault

QUI A PARLÉ D'ESSOUFFLEMENT ? Retrait de la loi travail : on continue !

Jeudi 19 mai, près de 400 000 personnes ont rejoint les manifestations contre le projet de loi Travail, soit près du double du mardi précédent. Pendant que certains manifestaient, des milliers d'autres tenaient des piquets de grève, et le gouvernement parle d'essoufflement ?!

Le gouvernement entend donner des leçons de démocratie à des grévistes déterminés, alors qu'il a été incapable de mener le débat parlementaire à l'assemblée nationale !



SUD appelle les salariés Renault et prestataires à faire grève **jeudi 26 mai**

MANIFESTATION à 14h à PARIS de Bastille à Nation

A l'appel de : **SUD/Solidaires, CGT, FO, FSU, Coordinations étudiante-lycéenne, UNEF, UNL, FIDL, Nuit Debout ...**

**Salariés Renault et prestataires :
ne faisons pas grève par procuration, en laissant les
autres la faire à notre place. A Lardy aussi, nous
avons un pouvoir de blocage.**

« Si tu ne participes pas à la lutte, tu participes à la défaite. »

(Bertolt Brecht, écrivain allemand 1898/1956)

La grève, c'est maintenant !

➤ **D'entrée de jeu, le dialogue sur la loi Travail n'a pas été au programme avec la menace dès février par la ministre du travail du 49-3.**

Multipliant les déclarations autoritaires, Valls et Hollande tentent maintenant de dresser les citoyens les uns contre les autres. Dénonçant les grèves dans les transports et les raffineries, le gouvernement parle de prise en otage de la population, alors que c'est lui qui s'obstine à imposer une loi rejetée par 74% de la population !

➤ **Les salariés entrent en lutte : Le mouvement touche désormais les secteurs privés et publics. Le rail, la route, l'aérien, le maritime, l'approvisionnement en essence...**

La grève touche ponctuellement aussi quantité de secteurs moins visibles : des centres des impôts, la BNF (Bibliothèque Nationale de France) où le personnel est aussi mobilisé pour la défense de son statut, des sites de la Poste... De tout cela, les médias parlent peu.

➤ **Chez RENAULT** aussi, les salariés se mobilisent : ¼ de l'usine de Batilly a par exemple manifesté jeudi 19 mai et la production de l'usine de Sandouville bloqué plus de 3 jours.

Les routiers font reculer le gouvernement. Pourquoi pas nous ?

Face à la mobilisation des routiers en grève contre la baisse des majorations des heures supplémentaires prévues dans la loi Travail, le gouvernement a promis que les routiers ne seraient finalement pas concernés par cette disposition.

Avant même son application, la loi aurait donc déjà ses exceptions ! Les syndicats de routiers continuent à appeler à la mobilisation car ce genre de promesses vise à diviser les salariés. Et elles ont toutes les chances de rester lettre morte si la pression des grévistes baisse.

Mais cette concession montre bien que le gouvernement est fébrile et n'a qu'une crainte : que les grèves reconductibles donnent des idées à d'autres secteurs et s'étendent !

Le gouvernement ne reculera sur la loi Travail que si les grèves actuelles menacent de s'étendre.

Accord de compétitivité : ne laissons pas la loi Travail exploser nos droits

La direction de Renault a commencé son offensive en vue d'imposer un nouvel accord de compétitivité, l'accord actuel se terminant le 31/12/2016.

Après une réunion le 19 mai pour faire le bilan de l'accord compétitivité de mars 2013, la direction et les syndicats (sauf SUD qui n'est pas représentée au niveau central) sont priés désormais de plancher dans des groupes de travail sur « l'Evolution de l'activité et de la performance ». Histoire d'en avoir une vision partagée. On connaît la suite... si nous laissons faire.

➤ Au menu : « **l'automobile du futur** » (3 juin), « **l'usine du futur** » (8 juin), « **l'évolution du travail** » (16 juin), « **l'ingénierie du futur** » (23 juin), « **Ambitions économiques et sociales** » (29 juin). Tout un programme ! Puis débiteront les négociations sur l'accord, avec bien d'autres réunions où la direction annoncera ses mesures.

➤ Bref, un accord d'entreprise qui, si la loi Travail passait, pourrait revoir à la baisse nombre de nos droits dépendants de la convention collective de la Métallurgie ou du code du Travail.